



INTERNATIONAL 20/09/2020 01:11 CEST | Actualisé 20/09/2020 01:12 CEST

Pourquoi Amal Clooney démissionne de son poste pour le gouvernement britannique

Amal Clooney était l'envoyé spéciale du Royaume-Uni pour la liberté de la presse. Mais le projet de Boris Johnson de revenir sur certains points de l'accord du Brexit l'a ulcérée.

AFP



ASSOCIATED PRESS

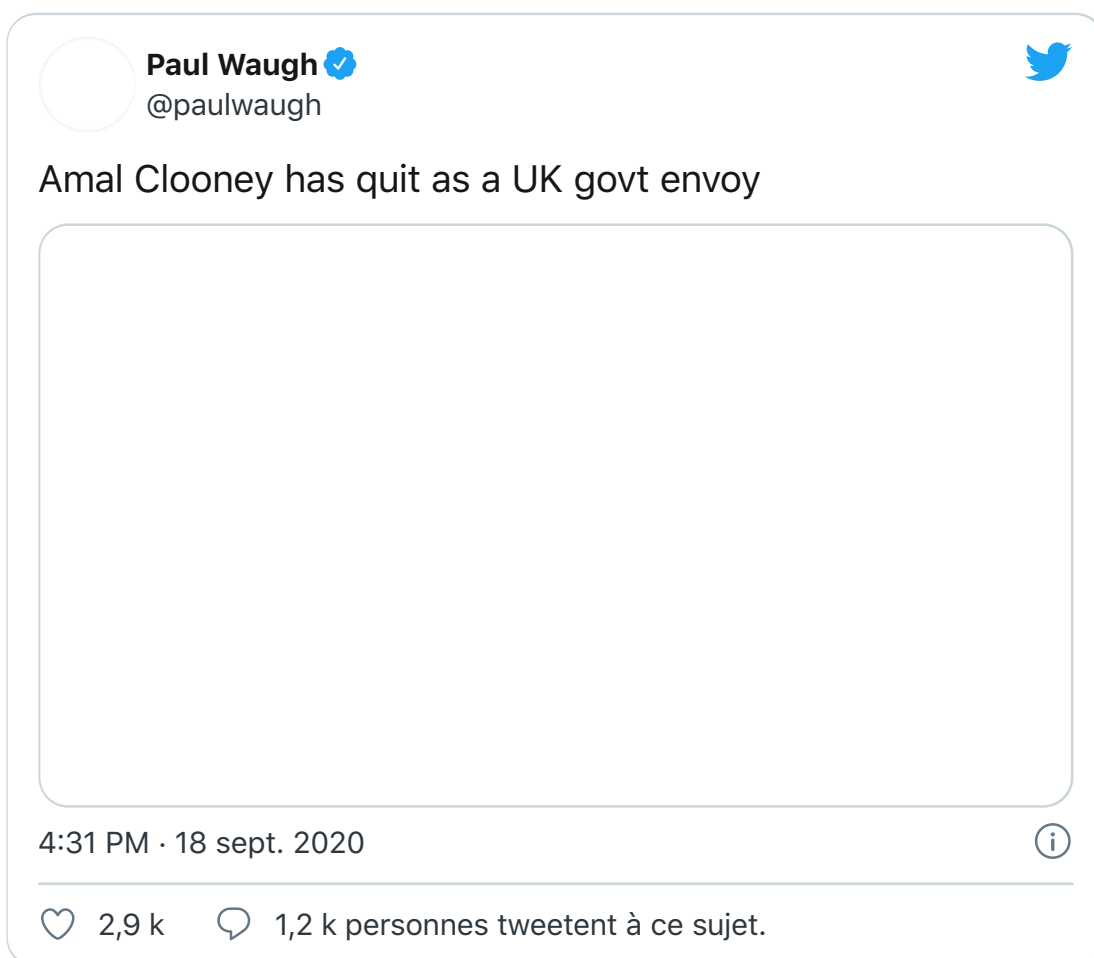
Amal Clooney, ici en septembre 2019 à l'ONU, était l'envoyé spéciale du Royaume-Uni pour la liberté de la presse.

ROYAUME-UNI - L'avocate Amal Clooney a démissionné avec fracas vendredi 18 septembre de son rôle d'envoyée spéciale du Royaume-Uni pour la liberté de la presse, jugeant "lamentable" la volonté du gouvernement britannique de revenir sur l'accord encadrant la sortie de l'Union européenne.



ce qui revient de son propre aveu à une violation “spécifique et limitée” du droit international.

“Il est devenu intenable pour moi, en tant qu’envoyée spéciale, d’appeler les autres États à respecter et appliquer leurs obligations internationales pendant que le Royaume-Uni déclare ne pas avoir l’intention de le faire”, a expliqué l’avocate libano-britannique spécialiste des droits de l’Homme dans sa lettre de démission adressée au chef de la diplomatie Dominic Raab, rendue publique.



“Il est lamentable que le Royaume-Uni dise son intention de violer un traité international signé par le Premier ministre il y a moins d’un an”, a-t-elle ajouté. “Cela menace d’encourager les régimes autocratiques à violer le droit international avec des conséquences dévastatrices dans le monde entier”.

L’avocate, qui est l’épouse de la star hollywoodienne George Clooney, avait été nommée



Le projet de loi controversé contredit en particulier des dispositions spéciales prises pour l'Irlande du Nord afin d'éviter un retour à une frontière avec la République d'Irlande qui pourrait fragiliser l'accord de paix de 1998 qui avait mis fin à trois décennies de violences.

Les Européens ont exigé son retrait d'ici à la fin du mois, y voyant un coup porté à la confiance mutuelle en pleines négociations déjà difficiles pour tenter d'arriver à un accord de libre-échange et éviter une rupture brutale le 1er janvier.

Le projet a également provoqué un avertissement du candidat démocrate à la Maison Blanche Joe Biden, qui a assuré qu'un accord commercial entre Londres et Washington serait conditionné au respect de l'accord de paix de 1998.

Le gouvernement britannique explique le projet par le besoin d'assurer son intégrité territoriale et les échanges entre la Grande-Bretagne et la province d'Irlande du Nord, que les Européens menacent, selon lui, d'un "blocus alimentaire".

À voir également sur *Le HuffPost*: *L'inquiétante vidéo anglaise sur la propagation du Covid par la respiration*



LIRE AUSSI:



- Amal Clooney réclame un Nuremberg contre les violences sexuelles

Election présidentielle US

Tous les sondages, infos et analyses sur l'élection présidentielle américaine
par les équipes du HuffPost

[En savoir plus](#)

✉ Tous les matins, recevez gratuitement la newsletter du HuffPost

📺 Pour suivre les dernières actualités en direct sur Le HuffPost, cliquez ici

f Retrouvez-nous sur notre page Facebook

▶ Abonnez-vous à notre chaîne YouTube

AFP

[Envoyer une correction](#)

PLUS:

[royaume-uni](#)

[Brexit](#)

[Union européenne](#)

[boris johnson](#)

[amal clooney](#)





POLITIQUE

INTERNATIONAL

CORONAVIRUS

ÉLECTION US

ÉCONOMIE

ENVIRONNEMENT

LIFE

CULTURE

VOTRE PUBLICITÉ

MENTIONS LÉGALES

COOKIES

CONDITIONS D'UTILISATION (ACTUALISÉE)

RSS

CONFIDENTIALITÉ (ACTUALISÉE)

À PROPOS DE NOUS

NOUS CONTACTER

© 2020 Le HuffPost SAS. Tous droits réservés.

Fait partie de **HuffPost News**

The Huffington Post